



CHAPITRE 43

Loi modifiant la Loi sur la mise en tutelle de «International Union of Elevator Constructors, locals 89 and 101» et la Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ouvriers

[Sanctionnée le 29 novembre 1977]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Article premier

L'article 5 de la Loi sur la mise en tutelle de «International Union of Elevator Constructors, locals 89 and 101» (1974, chapitre 116), modifié par l'article 16 du chapitre 57 des lois de 1975, est de nouveau modifié:

a) par le retranchement au sous-paragraphe *e* du paragraphe 2 des mots «recourir à tous les moyens nécessaires pour»;

b) par l'addition, après le sous-paragraphe *k* du paragraphe 2, du sous-paragraphe suivant:

«*l*) assurer le bon fonctionnement du bureau de placement du syndicat, s'il en existe.»

Art. 2

Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 5, du suivant:

«**5a.** Lorsque le lieutenant-gouverneur en conseil est d'avis qu'un groupement auquel participent des membres du syndicat exerce des activités normalement dévolues à ce syndicat, il peut, par arrêté en conseil, sur la recommandation du conseil d'administration établi par l'article 2 pour exercer les pouvoirs de ce syndicat, assujettir ce groupement à la tutelle du conseil d'administration.

La gestion et la direction du groupement sont alors confiées au conseil d'administration qui en exerce tous les pouvoirs.

Applica-
tion.

À compter de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* de l'arrêté en conseil adopté en vertu du premier alinéa, la présente loi s'applique au groupement visé à l'arrêté en conseil en faisant les changements nécessaires et toute référence qui y est faite au syndicat doit être considérée comme visant également le groupement.

Biens uti-
lisés par le
conseil.

Malgré toute disposition inconciliable de toute loi générale ou spéciale, des documents constitutifs ou des règlements du groupement visé par le présent article, ses biens peuvent être utilisés par le conseil d'administration pour les fins du syndicat.»

Art. 3

1974,
c. 116,
a. 10a, aj.

Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 10, du suivant:

Sollici-
tation, etc.,
de sommes
d'argent.

«**10a.** Aucune somme d'argent ne peut être sollicitée ou recueillie sous forme de cotisation, contribution ou autrement auprès des membres d'un syndicat sans le consentement du conseil d'administration de ce syndicat; nul ne peut accepter de recevoir une somme d'argent sous forme de cotisation, contribution ou autrement des membres d'un syndicat sans le consentement du conseil d'administration de ce syndicat.

Remise au
conseil.

Toute somme d'argent sollicitée, recueillie ou acceptée contrairement aux dispositions du présent article doit être remise au conseil d'administration du syndicat, sur présentation d'une réclamation à cet effet par le conseil, qui peut en disposer pour les fins de son mandat ou la remettre aux membres qui l'ont versée.

Infraction
et peine.

Quiconque contrevient aux dispositions du présent article commet une infraction et est passible d'une amende d'au plus dix mille dollars ou d'un emprisonnement d'au plus deux ans ou à la fois de l'amende et de l'emprisonnement.»

Art. 4

1974,
c. 116,
a. 15, mod.

L'article 15 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Poursuites.

«Les poursuites en vertu de la présente loi sont intentées par le procureur général ou par une personne qu'il désigne généralement ou spécialement à cette fin.»

Art. 5

Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 15, du ^{1974,}
suivant: ^{c. 116,}
^{a. 15a, aj.}

«**15a.** La mise en tutelle du syndicat ou d'un groupement ^{Fin de la}
prend fin à la date fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur ^{tutelle.}
en conseil.»

Art. 6

L'article 16 de ladite loi, remplacé par l'article 19 du chapitre 57 ^{1974,}
des lois de 1975, est de nouveau remplacé par le suivant: ^{c. 116,}
^{a. 16, remp.}

«**16.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.» ^{Entrée en}
^{vigueur.}

Art. 7

L'article 1 de la Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ^{1975, c. 57,}
ouvriers (1975, chapitre 57) est modifié par l'addition, après le sous- ^{a. 1, mod.}
paragraphe 3 du paragraphe *a*, du sous-paragraphe suivant:

«4. Le syndicat professionnel constitué en vertu de la Loi
des syndicats professionnels (Statuts refondus, 1964, chapitre 146)
et connu sous la dénomination de «L'Association unie des ouvriers
en tuyauterie du Québec Inc.», groupement de salariés formé pour
la poursuite d'un but commun dans le Québec, généralement réputé
être affilié ou avoir été affilié à la Fédération des travailleurs du
Québec ou au Conseil provincial des métiers de la construction
et ayant son bureau d'affaires à Montréal;».

Art. 8

L'article 5 de ladite loi est modifié:

a) par le retranchement au sous-paragraphe *e* du paragraphe 2 ^{Id., a. 5,}
des mots «recourir à tous les moyens nécessaires pour»; ^{mod.}

b) par l'addition, après le sous-paragraphe *k* du paragraphe 2,
du sous-paragraphe suivant:

«*l)* recourir à tous les moyens nécessaires pour assurer le
bon fonctionnement du bureau de placement du syndicat, s'il en
existe.»

Art. 9

Ladite loi est modifiée par l'addition, après l'article 5, des ^{Id., aa. 5a,}
articles suivants: ^{5b, aj.}

- «Association».
«**5a.** Dans le présent article, le mot «association» désigne L'Association sportive du local 144 inc. constituée en corporation par lettres patentes émises le 14 avril 1970 sous l'autorité de la troisième partie de la Loi des compagnies (Statuts refondus, 1964, chapitre 271).
- Gestion et direction.
La gestion et la direction de l'association sont confiées au conseil d'administration institué pour le syndicat visé au sous-paragraphe 1 du paragraphe *a* de l'article 1; ce conseil d'administration exerce tous les pouvoirs de l'association.
- Application.
La présente loi s'applique à l'association en faisant les changements nécessaires et toute référence qui y est faite au syndicat doit être considérée comme visant également l'association.
- Biens employés par le conseil.
Malgré toute disposition inconciliable de toute loi générale ou spéciale, des lettres patentes ou des règlements de l'association, ses biens peuvent être employés par le conseil d'administration pour les fins du syndicat visé au sous-paragraphe 1 du paragraphe *a* de l'article 1.
- Tutelle du groupement par le conseil.
«**5b.** Lorsque le lieutenant-gouverneur en conseil est d'avis qu'un groupement auquel participent des membres d'un syndicat exerce des activités normalement dévolues à ce syndicat, il peut, par arrêté en conseil, sur la recommandation du conseil d'administration institué par l'article 2 pour exercer les pouvoirs de ce syndicat, assujettir ce groupement à la tutelle du conseil d'administration.
- Gestion et direction.
La gestion et la direction du groupement sont alors confiées au conseil d'administration, qui en exerce tous les pouvoirs.
- Application.
À compter de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* de l'arrêté en conseil adopté en vertu du premier alinéa, la présente loi s'applique au groupement visé par l'arrêté en conseil en faisant les changements nécessaires et toute référence qui y est faite au syndicat doit être considérée comme visant également le groupement.
- Biens utilisés par le conseil.
Malgré toute disposition inconciliable de toute loi générale ou spéciale, des documents constitutifs ou des règlements du groupement visé par le présent article, ses biens peuvent être utilisés dans le conseil d'administration pour les fins du syndicat visé au premier alinéa.»

Art. 10

1975, c. 57, a. 10, mod.
L'article 10 de ladite loi est modifié par l'addition, après le sous-paragraphe *c* du paragraphe 1, de l'alinéa suivant:

Opérations annulables.
«Dans le cas de l'Association unie des ouvriers en tuyauterie du Québec Inc. et de L'Association sportive du local 144 inc.,

les opérations visées au présent article sont annulables si elles ont été faites le 26 octobre 1977 ou après cette date autrement que sur décision du conseil d'administration ou de ses délégués.»

Art. 11

Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 10, du 1975, c. 57, a. 10a, aj. suivant:

«**10a.** Aucune somme d'argent ne peut être sollicitée ou recueillie sous forme de cotisation, contribution ou autrement auprès des membres d'un syndicat sans le consentement du conseil d'administration de ce syndicat; nul ne peut accepter de recevoir une somme d'argent sous forme de cotisation, contribution ou autrement des membres d'un syndicat sans le consentement du conseil d'administration de ce syndicat. Sollicitation, etc., de sommes d'argent.

Toute somme d'argent sollicitée, recueillie ou acceptée contrairement aux dispositions du présent article doit être remise au conseil d'administration de ce syndicat, sur présentation d'une réclamation à cet effet par le conseil, qui peut en disposer pour les fins de son mandat ou la remettre aux membres qui l'ont versée. Remise au conseil.

Quiconque contrevient aux dispositions du présent article commet une infraction et est passible d'une amende d'au plus dix mille dollars ou d'un emprisonnement d'au plus deux ans ou à la fois de l'amende et de l'emprisonnement. Infraction et peine.»

Art. 12

L'article 15 de ladite loi est modifié par l'addition de l'alinéa 1975, c. 57, a. 15, mod. suivant:

«Les poursuites en vertu de la présente loi sont intentées par le procureur général ou par une personne qu'il désigne généralement ou spécialement à cette fin. Poursuites.»

Art. 13

Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 15, du 1975, c. 57, a. 15a, aj. suivant:

«**15a.** La mise en tutelle d'un syndicat, d'un groupement ou de l'association visée à l'article 5a prend fin à la date fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil. Fin de la tutelle.»

Art. 14

1975, c. 57,
a. 20,
remp.
Entrée en
vigueur.

L'article 20 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**20.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction. »

Art. 15

Entrée en
vigueur.

La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.



CHAPTER 43

An Act to amend the Act respecting the placing of the
“International Union of Elevator Constructors,
locals 89 and 101” under trusteeship and the Act respecting
the placing of certain labour unions under trusteeship

[Assented to 29 November 1977]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Assemblée
nationale du Québec, enacts as follows:

1. Section 5 of the Act respecting the placing of the “International Union of Elevator Constructors, locals 89 and 101” under trusteeship (1974, chapter 116), amended by section 16 of chapter 57 of the statutes of 1975, is again amended: ^{1974, c. 116, s. 5, am.}

(a) by striking out the words “employ any necessary means to” in paragraph *e* of subsection 2;

(b) by adding, after paragraph *k* of subsection 2, the following paragraph:

“(l) to ensure the proper operation of the employment office of the union, if any.”

2. The said act is amended by inserting after section 5 the following section: ^{Id., s. 5a, am.}

“**5a.** Where the Lieutenant-Governor in Council is of opinion that a group in which members of the union participate on activities normally entrusted to such union, he may, by order in council, upon the recommendation of the board of trustees established by section 2 to exercise the powers of such union, place such group under the trusteeship of the board of trustees. ^{Trusteeship of group by board.}

The management and direction of the group shall then be entrusted to the board of trustees which shall exercise all the powers thereof. ^{Management and direction.}

From the publication in the *Gazette officielle du Québec* of the order in council made under the first paragraph, this act shall ^{Application.}

apply *mutatis mutandis* to the group contemplated in the order in council and any reference therein to the union shall be considered a reference also to the group.

Property
used by
board.

Notwithstanding any inconsistent provision of any general law or special act, or of the documents of constitution or the by-laws of the group contemplated in this section, its property may be used by the board of trustees for the purposes of the union."

1974,
c. 116,
s. 10a,
added.

3. The said act is amended by inserting after section 10 the following section:

Request,
etc., of
sums of
money.

"**10a.** No sum of money may be requested or collected as a fee or contribution, or otherwise, from the members of a union without the consent of the board of trustees of such union; no person may accept any sum of money as a fee or contribution, or otherwise, from the members of a union without the consent of the board of trustees of such union.

Remit-
tance to
board.

Every sum of money requested, collected or accepted contrary to the provisions of this section must be remitted to the board of trustees of the union, on presentation of a claim to that effect by the board, which may dispose thereof for the purposes of its mandate or remit it to every member who has paid it.

Offence
and
penalty.

Whosoever contravenes this section is guilty of an offence and liable to a fine of not over ten thousand dollars or to imprisonment for not over two years or to both the fine and imprisonment."

1974,
c. 116,
s. 15, am.

4. Section 15 of the said act is amended by adding at the end the following paragraph:

Proceed-
ings.

"Proceedings under this act shall be instituted by the Procureur général or by a person appointed generally or specially by him for such purpose."

1974,
c. 116,
s. 15a,
added.

5. The said act is amended by inserting after section 15 the following section:

End of
trustee-
ship.

"**15a.** The placing under trusteeship of a union or group shall end on the date fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council."

1974,
c. 116,
s. 16,
replaced.
Coming
into force.

6. Section 16 of the said act, replaced by section 19 of chapter 57 of the statutes of 1975, is again replaced by the following:

"**16.** This act shall come into force on the day of its sanction."

7. Section 1 of the Act respecting the placing of certain labour unions under trusteeship (1975, chapter 57) is amended by adding after subparagraph 3 of paragraph *a* the following subparagraph: 1975, c. 57, s. 1, am.

“(4) The professional syndicate established under the Professional Syndicates Act (Revised Statutes, 1964, chapter 146), known as the “Association unie des ouvriers en tuyauterie du Québec Inc.”, a group of employees formed for the pursuit of a common objective in the province of Québec, generally deemed to be affiliated or to have been affiliated with the Québec Federation of Labour or with the Conseil provincial des métiers de la construction and having its place of business at Montreal;”.

8. Section 5 of the said act is amended: Id., s. 5, am.

(*a*) by striking out the words “employ any necessary means to” in paragraph *e* of subsection 2;

(*b*) by adding after paragraph *k* of subsection 2 the following paragraph:

“(*l*) take any measure necessary to ensure the proper operation of the employment office of the union, if any.”

9. The said act is amended by adding after section 5 the following sections: Id., ss. 5a, 5b, added.

“**5a.** In this section, the word “association” designates the Association sportive du local 144 inc. incorporated by letters patent issued 14 April 1970 under Part III of the Companies Act (Revised Statutes, 1964, chapter 271).” “association”.

The management and direction of the association are entrusted to the board of trustees established for the union contemplated in subparagraph 1 of paragraph *a* of section 1; such board of trustees shall exercise all the powers of the association. Management and direction.

This act applies, *mutatis mutandis*, to the association and any reference therein to the union shall be considered a reference also to the association. Application.

Notwithstanding any inconsistent provision of any general law or special act, or of the letters patent or by-laws of the association, its property may be used by the board of trustees for the purposes of the union contemplated in subparagraph 1 of paragraph *a* of section 1. Property used by board.

“**5b.** Where the Lieutenant-Governor in Council is of opinion that a group in which the members of a union participate carries on activities normally entrusted to such union, he may, by order in council, upon the recommendation of the board of trustees Trusteeship of group by board.

established by section 2 to exercise the powers of such union, place such group under the trusteeship of the board of trustees.

Management and direction.

The management and direction of the group shall then be entrusted to the board of trustees which shall exercise all the powers thereof.

Application.

From the publication in the *Gazette officielle du Québec* of the order in council made under the first paragraph, this act shall apply *mutatis mutandis* to the group contemplated by the order in council and any reference therein to the union shall be considered a reference also to the group.

Property used by board.

Notwithstanding any inconsistent provision of any general law or special act, or of the documents of constitution or the by-laws of the group contemplated by this section, its property may be used by the board of trustees for the purposes of the union contemplated in the first paragraph."

1975, c. 57,
s. 10, am.

10. Section 10 of the said act is amended by adding after paragraph *c* of subsection 1 the following paragraph:

Operations cancellable.

"In the case of the Association unie des ouvriers en tuyauterie du Québec Inc. and of L'Association sportive du local 144 inc., the operations contemplated in this section are cancellable if made on 26 October 1977 or after such date otherwise than on a decision of the board of trustees or of its representatives."

1975, c. 57,
s. 10a,
added.

11. The said act is amended by inserting after section 10 the following section:

Request, etc., of sums of money.

"**10a.** No sum of money may be requested or collected as a fee or contribution, or otherwise, from the members of a union without the consent of the board of trustees of such union; no person may accept any sum of money as a fee or contribution, or otherwise, from the members of a union without the consent of the board of trustees of such union.

Remittance to board.

Every sum of money requested, collected or accepted contrary to the provisions of this section must be remitted to the board of trustees of the union, on the presentation of a claim to that effect by the board, which may dispose thereof for the purposes of its mandate or remit it to every member who has paid it.

Offence and penalty.

Whosoever contravenes this section is guilty of an offence and liable to a fine of not over ten thousand dollars or to imprisonment for not over two years or to both the fine and imprisonment.

1975, c. 57,
s. 15, am.

12. Section 15 of the said act is amended by adding the following paragraph:

“Proceedings under this act shall be instituted by the Procureur général or by a person appointed generally or specially by him for that purpose.” Proceedings.

13. The said act is amended by inserting after section 15 the following section: 1975, c. 57, s. 15a, added.

“**15a.** The placing under trusteeship of a union, group or association contemplated in section 5a shall end on the date fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.” End of trusteeship.

14. Section 20 of the said act is replaced by the following: 1975, c. 57, s. 20, replaced.

“**20.** This act shall come into force on the day of its sanction.” Coming into force.

15. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.